

RDCongo/Rébellion

L'armée visée par les milices dans les deux Kivus

AFP
Kinshasa/RDCongo

L'ARMÉE congolaise a dû repousser ces dernières heures de fortes offensives de miliciens dans les deux provinces du Sud et du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris hier de sources militaires. Dans le Sud-Kivu, le convoi du commandant des opérations militaires, le général Philémon Yav, a été pris dans une embuscade tendue par la milice Yakutumba dans le territoire de Fizi, vers le lac Tanganyika jeudi soir, selon une source militaire.

Un soldat au moins a été tué et trois autres blessés, selon cette source.

Mardi dans le Sud-Kivu, des milices ont pris en otage deux agents de la puissante Agence nationale de renseignements (ANR), a indiqué à l'AFP un officier de l'armée. Un des



Photo : AFP

Ces dernières heures, l'armée doit faire face aux offensives de miliciens dans les deux provinces du Sud et du Nord-Kivu.

deux agents a réussi à s'échapper.

Au Nord-Kivu, deux positions de l'armée ont été attaquées hier par de présumés rebelles ougandais musulmans des ADF

(Allied Democratic Forces) près de la frontière ougandaise.

"Les combats sont en cours", a indiqué le porte-parole de l'armée dans la région, le capitaine Mak

Hazukay. Selon l'officier, quatre rebelles ont été tués.

Une source militaire ayant requis l'anonymat fait état de "cinq morts" parmi les soldats congolais. Une

autre fait état "d'un bilan lourd" sans autres précisions.

Lundi, trois militaires congolais avaient été tués dans un raid attribué aux ADF contre Beni, selon un témoin cité par l'AFP.

Les ADF sont soupçonnés de la mort de 14 Casques bleus dans un assaut contre la base des Nations unies de Semuliki dans le territoire de Beni.

Samedi dernier, l'armée congolaise avait annoncé une "offensive générale et généralisée" contre les ADF dans la région de Beni.

L'est congolais est déchiré par des conflits armés depuis plus de vingt ans. Des milices locales et étrangères se battent pour le contrôle des zones riches en ressources naturelles.

Les milices congolaises sont appelées "Mai Mai", d'un mot swahili qui désigne une eau dont les miliciens assurent qu'elle leur assure l'invulnérabilité.

L'Afrique en bref

• Afrique du Sud/Politique. Winnie Mandela échoue à récupérer la maison de Nelson Mandela



Photo : PRINCE MOUSSA

La Cour suprême d'appel sud-africaine a débouté hier Winnie Madikizela-Mandela, l'ex-femme de l'ancien président Nelson Mandela, qui demandait à récupérer la maison familiale du prix Nobel de la paix, située à Qunu (est).

• Côte d'Ivoire/Procès. 15 ans de prison contre un ex-ministre de Gbagbo

Moïse Lida Kouassi, l'ex-ministre de la Défense de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, a été reconnu "coupable de complot" contre le régime du président Alassane Ouattara et condamné à 15 ans d'emprisonnement par la cour d'Assises d'Abidjan.

• Niger/Jihadistes. Cinq soldats tués dans le sud-est

Au moins cinq soldats nigériens ont été tués et "plusieurs autres blessés" mercredi dans une attaque attribuée à Boko Haram à Toummour, dans le sud-est du Niger, proche du Nigeria, a-t-on appris hier de sources sécuritaires.

• Sénégal/Enquête. Tueur en Casamance : 16 suspects déferés au parquet

Seize des 22 suspects arrêtés après le massacre de 14 personnes en Casamance, région du sud du Sénégal, ont été déferés hier au parquet et sont poursuivis pour "assassinat et participation à un mouvement insurrectionnel", a-t-on appris de source proche du dossier.

A travers le monde

• Chine/Politique. Xi Jinping va entrer dans la Constitution

Le Parti communiste chinois (PCC) a proposé hier d'inscrire la "Pensée Xi Jinping" dans la Constitution nationale, signe d'un nouveau renforcement de l'emprise du président à la tête du régime.

• République Tchèque/Politique. Premier ministre : immunité levée

Les députés tchèques ont levé hier l'immunité parlementaire du Premier ministre populiste démissionnaire Andrej Babis inculpé d'avoir profité illicitement de fonds européens, trois jours après l'échec de son gouvernement minoritaire lors du vote de confiance.

Zimbabwe/Elections générales

Le président souhaite des observateurs étrangers

AFP
Londres/Grande-Bretagne

LE président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a assuré vouloir la présence d'observateurs étrangers lors des élections présidentielle et législatives qui doivent se tenir dans son pays cette année, pour rompre avec les pratiques de son prédécesseur Robert Mugabe.

"Nous voulons des élections crédibles", a-t-il déclaré au Financial Times dans une interview publiée hier. "J'aimerais que les Nations Unies viennent, l'Union Européenne devrait venir", a-

t-il ajouté.

"Si le Commonwealth demandait à venir, je serais disposé à étudier leur requête", a-t-il ajouté.

En visite au Mozambique jeudi dans le cadre d'une tournée régionale, Emmerson Mnangagwa avait annoncé que des élections seraient organisées au Zimbabwe "dans quatre à cinq mois". Il a assuré qu'il veillerait à ce que ces élections soient "libres, crédibles, justes et indiscutables, afin que le Zimbabwe puisse être considéré comme un État démocratique".

Le président zimbabwéen a aussi jugé que le Brexit représentait une opportunité pour son pays. "C'est une bonne chose parce



Photo : AFP

Le président Emmerson Mnangagwa : "Nous voulons des élections crédibles."

qu'ils (les Britanniques) vont avoir besoin de nous", a-t-il estimé dans le quotidien britannique des affaires, avant d'ajouter qu'il souhaitait développer la

relation avec le Royaume-Uni afin que les Britanniques "puissent retrouver avec le Zimbabwe ce qu'ils ont perdu avec le Brexit". Emmerson Mnangagwa a

succédé fin novembre au président Robert Mugabe, contraint de démissionner sous la pression de l'armée, de la rue et de son parti (Zanu-PF), après trente-sept ans au pouvoir. Le nouveau chef de l'État a d'ores et déjà été investi candidat de la Zanu-PF pour la présidentielle de 2018.

Les critiques d'Emmerson Mnangagwa, un des fidèles serviteurs du très répressif régime Mugabe, doutent cependant de sa réelle volonté de mener des élections transparentes et pacifiques, rappelant qu'il a été l'un des exécuteurs de la répression ordonnée pendant l'ère Mugabe.

France/Après la victoire militaire contre l'EI

Macron : priorité à la reconstruction au Moyen-Orient

AFP
Toulon/France

L'ORGANISATION Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie est "presque totalement défaite", la victoire militaire interviendra "dans les prochaines semaines" et la priorité est désormais à la reconstruction, a affirmé hier le président français Emmanuel Macron.

"Aujourd'hui, grâce aux efforts de toutes les nations impliquées, l'organisation militaire de Daech (acronyme arabe de l'EI, ndr) au

Levant est presque totalement défaite. Je suis confiant que dans les prochaines semaines nous parviendrons à cette victoire militaire sur le terrain", a déclaré M. Macron lors de ses vœux aux armées françaises à Toulon (sud-est).

"Je veux désormais que nous nous engagions résolument dans la stabilisation, la reconstruction et l'aide aux populations avec nos partenaires", a-t-il ajouté.

"Ce ne sera pas la fin de ce combat, mais nous adapterons notre dispositif national en fonction de la situation opérationnelle au cours de cette année", a-t-il souligné, alors que quelque



Photo : AFP

Pour le président Macron, l'heure est à la stabilisation et la reconstruction au Moyen-Orient, à présent que l'EI est en passe d'être vaincu.

1 200 militaires français participent aux efforts de la coalition internationale

emmenée par les Etats-Unis au Levant. Mercredi le secrétaire

d'Etat américain Rex Tillerson avait annoncé que l'armée américaine resterait en Syrie jusqu'à ce que le groupe EI soit totalement vaincu, mais aussi pour contrer l'influence iranienne et, au bout du compte, aider à chasser le président Bachar al-Assad. La mission militaire continuera d'avoir comme objectif prioritaire "que l'EI ne refasse pas surface", avait-il dit. "L'EI a actuellement un pied dans la tombe, et en gardant une présence militaire américaine en Syrie, il en aura bientôt deux".